



Les produits pétroliers ont causé un important manque à gagner pour l'État du Cameroun ces dernières années, avec un total dépassant les 2 000 milliards de FCFA sur une décennie. Cette situation a été révélée par le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, lors d'une communication gouvernementale sur la récente revalorisation des prix à la pompe des carburants dans le pays.

En raison d'une hausse des prix des produits pétroliers à l'échelle internationale, le gouvernement avait gelé les prix à la pompe pour éviter des tensions sociales, ce qui a entraîné une subvention importante de la part de l'État. Cette subvention est devenue insoutenable pour le Trésor public, d'autant plus que les fluctuations des cours mondiaux des produits et du dollar américain ont accru les manques à gagner.

Pour pallier cette situation, les prix du super et du gasoil ont été augmentés en février, avec une hausse de l'ordre de 15% par rapport aux tarifs précédents. Cette mesure vise à assurer un approvisionnement stable en produits pétroliers sur le marché national et à réduire la facture des subventions. Cette révision des prix s'inscrit dans un contexte international marqué par des tensions économiques liées à des conflits internationaux.

Le président Paul Biya a annoncé que le premier réajustement des prix en 2023 avait permis de réduire de 640 milliards de FCFA la facture des subventions, suite à une subvention de plus de

1 000 milliards de FCFA en 2022. Selon le ministre des Finances, l'abandon progressif des subventions permettrait à l'État de réaliser des économies substantielles, qui pourraient être réinvesties dans les secteurs prioritaires tels que les infrastructures.